



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 219
(Privé)

Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield

Présentation

Présenté par
M Serge Marcil
Député de Beauharnois

Éditeur officiel du Québec
1986

Projet de loi 219 (Privé)

Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield

ATTENDU que la ville de Salaberry-de-Valleyfield a intérêt à ce que la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield (1968, chapitre 102) soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les articles 5 à 12 de la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield (1968, chapitre 102) sont remplacés par les suivants:

«**5.** La société se compose des membres suivants:

1° un administrateur général;

2° deux membres du conseil;

3° deux administrateurs.

«**6.** Les membres sont nommés par résolution du conseil.

La durée de leur mandat, qui peut varier selon les membres, est fixée par résolution du conseil, mais ne peut excéder cinq ans pour l'administrateur général et trois ans pour les autres membres.

Leur mandat peut être renouvelé.

«**7.** Les membres reçoivent une rémunération annuelle qui est fixée par résolution du conseil.

La société autorise les dépenses effectuées par un membre pour le compte de la société.

Sur présentation d'un état de compte accompagné des pièces justificatives exigées par la société, celle-ci autorise le remboursement de ces dépenses.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux membres du conseil.

«**8.** Les membres se choisissent parmi eux un président, lequel conserve son poste tant qu'il demeure membre de la société ou jusqu'à ce que les autres membres en décident autrement.

«**9.** La société doit se réunir au moins une fois par mois.

«**10.** La majorité des membres constitue un quorum pour l'expédition des affaires de la société.

La majorité des membres présents aux assemblées décide des questions et matières qui y sont soumises.

«**11.** Chaque membre a droit à un vote. Le président a droit de voter mais n'est pas tenu de le faire; tout autre membre est tenu de voter, sous réserve de l'alinéa suivant.

Nul membre ne peut prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle il a un intérêt personnel.

Les membres présents, en cas de contestation, décident si le membre a un intérêt personnel dans la question, et tel membre n'a pas droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Lorsqu'il y a égalité des voix, le président dispose d'un vote prépondérant. Sauf le président, la personne qui préside une assemblée n'a pas de vote prépondérant.

«**12.** La fonction de membre devient vacante par le décès de son titulaire, sa démission, la révocation ou l'expiration de son mandat ou, dans le cas des membres du conseil, dès qu'ils cessent d'en être membre.

Cependant, un membre continue d'occuper son poste à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé à nouveau.».

2. L'article 15 de cette loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« **15.** Le trésorier de la société est nommé par la société pour un terme n'excédant pas trois ans et reçoit une rémunération annuelle déterminée par celle-ci. ».

3. L'article 18 de cette loi est modifié en remplaçant les troisième et quatrième alinéas par les suivants :

« Tout surplus est affecté comme suit :

1° à payer tout déficit accumulé ;

2° à constituer, par résolution du conseil, un fonds de réserve ;

3° à la réalisation d'améliorations portuaires.

Tout surplus non affecté conformément à l'alinéa précédent est, sur résolution du conseil, versé au fonds général de la ville. ».

4. Le président-administrateur général de la société en fonction le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) demeure en fonction, à titre d'administrateur général de la société, jusqu'à ce qu'il soit remplacé de la façon prévue à la présente loi.

5. Les administrateurs de la société en fonction le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) demeurent en fonction, à titre de membres de la société, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés de la façon prévue à la présente loi.

6. Le paragraphe *d* de l'article 1 de cette loi est abrogé.

7. Partout où dans cette loi se rencontre l'expression « cité de Salaberry-de-Valleyfield », cette expression est remplacée par « ville de Salaberry-de-Valleyfield ».

8. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).